



LES THINK TANKS PLUS NÉCESSAIRES QUE JAMAIS ?

LE 26 JANVIER 2017, PARIS

Conférence-débat animée par
JANNICK ALIMI

Rédactrice en chef adjointe du *Parisien-Aujourd'hui en France*

Autour de

Pascal BONIFACE

Directeur de l'Institut de Relations internationales et stratégiques (IRIS)

Alain DIECKHOFF

Directeur du Centre de recherches internationales (CERI)

Jean-Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

Xavier PASCO

Directeur de la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS)

Teresa RIBERA

Directrice de l'Institut de Développement durable
et des relations internationales (IDDRI)

Rédigé par Fanny Trimpont

ALLOCUTION D'OUVERTURE - JANNICK ALIMI

Chaque année depuis 2007, l'Université de Pennsylvanie publie, sous la direction de James McGann, un rapport¹ qui établit un classement international des centres de recherches.

Dans ce classement annuel les *think tanks* français ont toujours occupé une place modeste, en comparaison notamment des *think tanks* américains et anglo-saxons. Dans le classement de 2016, on observe que la France est un peu plus présente que lors des années précédentes : 19 *think tanks* français figurent parmi les 182 classifiés, soit environ 10 %. Cela reste néanmoins insuffisant.

Il est essentiel de s'interroger sur l'importance des *think tanks* dans ce monde où les défis et les incertitudes sont multiples. La puissance émergente de la Chine ; les puissances en mutation que sont la Russie de Poutine et maintenant les Etats-Unis de Trump ; la menace du terrorisme à l'échelle mondiale ; la guerre de l'information et de la désinformation... : tous représentent autant d'enjeux qui influencent le cours de l'histoire contemporaine et qui nécessitent des décryptages, des études et des grilles de lecture. Dans cette optique, le rôle des *think tanks* est incontestablement voué à se renforcer.

Les *think tanks* doivent-ils se limiter à être des groupes de réflexion ou, au contraire, devenir des acteurs plus agressifs dans la guerre de l'information ? Doivent-ils être des leviers d'influence s'assurant aux côtés des États et de groupes d'intérêt privé et associatif ? Ont-ils un rôle spécifique à jouer dans les démocraties où les partis politiques produisent moins d'idées qu'auparavant ? Telles sont les questions qui guideront ce débat.

Dans son rapport² sur les *think tanks* français publié en octobre 2016, Yves Saint-Geours, Ambassadeur de France en Espagne, a résumé ce qui devrait selon lui constituer les trois missions d'un *think tank* : étudier en universitaire ; penser en politique ; parler en journaliste. Cette interprétation nourrira également la réflexion lors du débat.

¹ Global Go to Think Tank Index

² Rapport sur les *think tanks* français : Mission d'information et de recommandations, 27 octobre 2016

SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS

Quel rôle pour les think tanks ?

Selon Teresa Ribera, dans le contexte actuel d'un monde en transformation extrêmement complexe, les *think tanks* doivent avant tout être des réseaux qui permettent de mettre en place une compréhension des situations. Il leur appartient de promouvoir un débat qui puisse faciliter la prise de décision.

Pascal Boniface insiste sur le fait qu'au-delà de l'effort de compréhension qui est sa mission première, le *think tank* a un devoir citoyen et pédagogique de partager les fruits de sa recherche en expliquant les choses et en démontant les mécanismes. Le *think tanker* doit s'exprimer et non pas être le penseur isolé dans sa tour d'ivoire. Bien que le but principal du *think tank* ne soit pas de peser sur l'action publique, le fait d'influer sur la décision de la sphère publique peut être une conséquence, modeste, du travail effectué au préalable par le *think tank*.

Jean-Dominique Giuliani quant à lui définit le *think tank* comme étant un organisme privé d'intérêt général. N'appartenant pas à la sphère publique, il se distingue par son indépendance, son expertise et sa liberté de parole. M. Giuliani estime que le rôle du *think tank* est de chercher à avoir le meilleur niveau d'expertise pour atteindre la crédibilité.

Indépendance des think tanks

La question consiste notamment à déterminer si l'indépendance intellectuelle, qui doit caractériser le travail des centres de recherche, est proportionnelle ou non à leur indépendance financière. Comme l'explique Xavier Pasco, à ce jour les *think tanks* sont tous, à des degrés divers, dépendants financièrement de la manne publique. La diversification de leurs ressources économiques est donc nécessaire pour leur indépendance. Le but ultime du *think tank* est de permettre à ses chercheurs de travailler en totale indépendance, y compris lorsque l'étude est commandée par la sphère publique.

Pour Pascal Boniface, l'IRIS est un exemple particulier dans la mesure où plus de la moitié de son budget est financé par ses formations. Cela lui permet d'avoir un financement privé important et donc d'être moins dépendant de la sphère publique. L'indépendance et la liberté des chercheurs est l'absolue priorité de l'IRIS. Il n'y a pas de point de vue labellisé IRIS, il s'agit d'abord et avant tout d'exprimer l'opinion individuelle de ses membres.

Pascal Boniface pointe le fait que les *think tanks* sont toujours en quelque peu suspects par rapport à leur financement. Quand ils sont financés par le public, ils sont soupçonnés de servir les intérêts de l'Etat et quand ils sont financés par le privé, ils sont taxés de travailler aux ordres des commanditaires. L'idéal serait donc d'être financé sans financeur mais cela est évidemment impossible ! En réalité, la vraie crédibilité d'un *think tank* dépend du nombre de chercheurs, de publications, de colloques organisés et de la pertinence des travaux effectués. Les *think tanks* dits « sérieux » se mesurent au volume et à la qualité de leur travail, alors que certains ne sont que de simples boîtes aux lettres.

Alain Dieckhoff estime pour sa part qu'il n'y a pas nécessairement de contradiction entre financement public et liberté de pensée. Un *think tank* doit être capable de fonctionner en parfaite indépendance intellectuelle, même lorsque ses études sont soutenues par l'argent public. Du reste, le financement privé n'est pas davantage une garantie de liberté : il existe des bailleurs de fonds qui donnent leur argent en « commandant » une opinion précise et orientée. L'important n'est donc pas le mode de financement mais bien la crédibilité. Il faut ainsi pouvoir garantir l'indépendance de ses chercheurs et cela quel que soit le système de financement.

Teresa Ribera partage à son tour la conviction que les *think tanks* ne sont pas des cabinets d'avis pour un intérêt particulier. Au contraire, ils sont des organismes privés qui développent des idées et proposent des réponses qui peuvent aider à résoudre des questions publiques. Par exemple avec l'élection aux Etats-Unis d'un président menaçant de bouleverser tous les équilibres, les *think tanks* peuvent aider à construire une résilience assez forte pour éviter l'impasse chaotique.

Les think tanks français, voix de la France ?

Selon Pascal Boniface, les *think tanks* ont vocation à être une voix française et non la voix de la France. La nuance est d'importance. Les *think tanks* français sont l'expression française dans sa diversité, et ils expriment une sensibilité française avec l'indépendance qui leur est propre. A l'étranger, n'appartenant pas à la sphère diplomatique, leur langage peut différer de celui des ambassadeurs. Leur travail serait inutile s'ils ne faisaient que reprendre le langage du Quai d'Orsay.

Selon Jean-Dominique Giuliani, les *think tanks* français pratiquent un langage de vérité et de liberté parce qu'ils ont une manière différente d'aborder les problèmes de la voie diplomatique. Ils alimentent un débat moins structuré, moins officiel que le débat public, et c'est en cela qu'ils sont utiles. Ce qu'il leur a manqué jusqu'à présent, c'est la force que pourraient leur donner les autorités publiques si elles leur octroyaient les facilités et les moyens de grandir, comme cela se passe dans certains pays étrangers. Il leur faudrait des lois différentes, des statuts fiscaux différents et une véritable volonté publique de soutenir leur travail. En Allemagne par exemple, la loi permet à une Fondation d'être propriétaire d'une PME, à la condition que celle-ci consacre une partie de son argent à une cause d'intérêt général. De nombreux *think tanks* allemands ont déjà pu bénéficier de cette loi – qui est également appliquée dans certains États des États-Unis. En France, cette volonté politique n'existe pas encore, ou du moins pas suffisamment.

Xavier Pasco précise que le but ultime des *think tanks* français est de faire vivre leurs idées, qu'elles soient françaises ou non. Un chercheur doit être passionné par son sujet et par sa cause. En effet, lorsqu'un intellectuel essaie de se faire le porte-parole d'une cause qui n'est pas la sienne, cela se ressent.

Teresa Ribera prend l'exemple de la Chine pour démontrer que la puissance et la présence des *think tanks* français sont insuffisantes. Les Chinois sont conscients que l'un des enjeux les plus importants à l'échelle mondiale réside en leur capacité à se positionner sur la scène internationale. Pour accéder à cette « sagesse de la modernité », la Chine organise désormais de nombreuses rencontres auxquelles elle invite les plus prestigieux *think tanks* du monde, afin d'être à l'écoute de leurs recherches et de leurs conclusions. Lors de ces rencontres, la moitié des participants sont des *think tanks* chinois ; dans l'autre moitié, on dénombre 80% de *think tanks* américains. Parmi les 20% restants, il reste plus ou moins 10% d'instituts européens, essentiellement anglais ou allemands, et puis un nombre résiduel de *think tanks* du reste de

l'Europe. C'est dans ce « reste de l'Europe », quasiment inexistant, que l'on retrouve quelques *think tanks* français. Ceci alors que ces rencontres chinoises constituent aujourd'hui un espace stratégique de la plus haute importance. Il n'en faut pas plus pour illustrer le chemin que la France doit encore parcourir.

Alain Dieckhoff ajoute au débat un élément qu'il juge important : la circulation et la mobilité entre les différentes sphères d'influence et de réflexion. Il explique que, culturellement, la France n'est pas prête à promouvoir une telle inter-connectivité. Il existe une tendance à vivre en silo et à considérer qu'un chercheur est voué à rester dans son rôle d'intellectuel pendant toute sa carrière, alors qu'au contraire il devrait avoir l'opportunité d'intégrer la sphère publique, de la même manière qu'un haut fonctionnaire devrait pouvoir vivre des expériences dans les cercles de réflexion. Ce sont ces allers-retours entre les métiers intellectuels et les domaines d'action qui nourrissent et enrichissent le débat conduisant à la prise de décision. Aux États-Unis par exemple, Condoleeza Rice issue des Sciences Po de Stanford a intégré l'administration de George W. Bush pour y devenir Secrétaire d'Etat. Au terme de son mandat, elle est revenue au monde universitaire. C'est ce genre de trajectoire qu'il faudrait encourager en France.

QUESTIONS

- *La vague populiste mondiale, et singulièrement l'élection de Trump aux États-Unis, n'est-elle pas une véritable déclaration de guerre contre les élites, et donc contre les think tanks ?*

Réponse de Xavier Pasco

Nous pouvons en effet considérer qu'il existe désormais aux États-Unis une remise en cause des élites politiques et intellectuelles. Tout l'enjeu pour les *think tanks* sera de prouver qu'ils sont nécessaires par leur indépendance et la passion qu'ils mettent dans leur objet. Ils devront travailler pour continuer à exercer leur rôle de courroie de transmission qui aide la démocratie, donne des grilles de lecture et crée des interfaces.

Réponse de Teresa Ribera

En effet, cette révolte contre les élites s'exprime fortement à travers l'avènement de Donald Trump. Les *think tanks* peuvent être associés à ce rejet si les chercheurs continuent à être perçus comme des intellectuels isolés dans le monde des idées et dans une tour d'ivoire. C'est précisément pour cette raison qu'ils doivent se positionner et se comporter autrement.

- *Concernant cette mobilité, ces allers-retours entre le monde intellectuel et la fonction publique, pensez-vous que ce changement de culture aura bien lieu en France ?*

Réponse d'Alain Dieckhoff

Un changement de culture ne s'effectue pas du jour au lendemain. On pourrait cependant déjà commencer par mettre en place des mécanismes qui puissent permettre ces passerelles. Cela ne demanderait pas une énergie folle, et c'est un impératif absolu si les *think tanks* français veulent sortir un jour de cette domination du monde anglo-saxon.

- *Quels sont les principaux obstacles au développement des think tanks en France, sachant que le budget du plus grand think tank français qu'est l'IFRI se chiffre à 6 millions d'euros, alors que celui du plus puissant think tank américain, la Brookings Institution, s'élève à 150 millions de dollars ?*

Réponse de Pascal Boniface

Le budget ne suit pas, les fonds ne sont pas là et nous ne sommes pas perçus comme une priorité par les dirigeants politiques. Si l'on veut gommer une partie de ce retard historique sur les Etats-Unis, il faudra se diversifier dans le privé.

Réponse de Teresa Ribera

Il y a là un problème qui sera difficile à résoudre. A moins que les politiques ne se réveillent et, comme en Allemagne, commencent à promulguer des lois fiscales permettant à chacun de gérer leur argent librement.

- *Que pensez-vous de la toute récente signature d'une convention entre le Ministère de la Défense, le CNRS et la Conférence des présidents d'université ?*

Réponse de Xavier Pasco

Je m'en réjouis, bien évidemment. C'est précisément vers cela qu'il faut se diriger, des interfaces, des collaborations entre le monde intellectuel, la recherche et la sphère publique. Les *think tanks* peuvent participer à ce système et l'aider à fonctionner en ayant sa propre capacité de recherche, et en cherchant l'expertise là où elle se trouve. Il y a de la place pour tout le monde.